

**DEPARTEMENT DE L'AIN**  
**COMMUNE DE MONTREVEL EN BRESSE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE ORDINAIRE PUBLIQUE**  
**DU 10 DECEMBRE 2024**

**Délibération n° 040 - 2024**

=====

Date de la convocation du Conseil Municipal : 5 décembre 2024  
Nombre de Conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 19  
Président : Jean-Yves BREVET, Maire

**Membres présents à la séance** : Jean-Yves BREVET – Christelle PERROUD – Christophe DESMARIS – Françoise ROUX – Annie MIGNOT – Jean-Jacques CHAVANNE – Pascale CAVILLON - Bertrand BREVET – Fabrice THOMASSON – Stéphanie LAURENCIN – Marie-Noëlle PRUDENT.

**Membres excusés avec un pouvoir** : Sébastien RIGAUDIER (Pouvoir à Christophe DESMARIS) – Jean-Pierre ROCHE (Pouvoir à Annie MIGNOT) – Mathilde VERNET (Pouvoir à Marie-Noëlle PRUDENT) – Mireille GROSSELIN (Pouvoir à Stéphanie LAURENCIN) – Ludovic VINCENT (Pouvoir à Jean-Yves BREVET).

**Membre absent** : Gaëlle DIMBERTON – Nina ZACCAGNINO – Pierre-Yves RAVIER.

**Membres présents à la séance** : 11

**Membres excusés avec un pouvoir** : 5

**Membre absent** : 3

**Secrétaire de séance** : Marie-Noëlle PRUDENT

**OBJET** : Ouverture dominicale des commerces 2025

**Rapporteur** : Jean-Yves BREVET

La loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques permet aux Maires, après avis de leur Conseil Municipal, de déroger au principe du repos dominical pour les activités commerciales de détail, et ce dans la limite de 12 dimanches par année.

La réglementation stipule qu'un commerce sans salarié peut ouvrir le dimanche, sauf arrêté préfectoral de fermeture d'une activité commerciale spécifique. En revanche l'ouverture dominicale d'un commerce qui emploie des salariés n'est possible que sur dérogation, à condition d'avoir négocié un accord collectif prévoyant des contreparties financières pour les salariés.

À ce titre la liste des dimanches concernés en 2025 doit être fixée par les communes avant le 31 décembre de l'année précédente.

Si le nombre de dimanches accordés dans la commune excède 5, la décision du Maire doit être prise après avis conforme de l'organe délibérant de Grand Bourg Agglomération.

Il est proposé pour 2025 de suivre l'avis de l'Union commerciale et d'autoriser l'ouverture des commerces les 7, 14, 21 et 28 décembre 2025

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**  
**Oui l'exposé du Maire,**  
**Après en avoir délibéré,**  
**A l'unanimité des membres présents ou représentés**

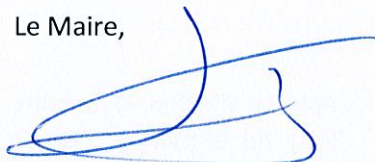


**VALIDE** cette proposition d'ouverture des commerces les **7, 14, 21 et 28 décembre 2025**.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ, les jour, mois et an susdits.  
ET ont signé au registre tous les membres présents.

Pour Copie Certifiée Conforme,

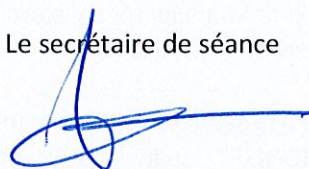
Le Maire,



Jean-Yves BREVET



Le secrétaire de séance



Marie-Noëlle PRUDENT

Je certifie que le présent acte  
est exécutoire conformément aux  
lois et règlements, après transmission  
et publication ou notification.